

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Koïchiro Matsuura

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la cérémonie d'ouverture du Colloque international
sur la science et la technologie

Manama, Bahreïn, 20 avril 2002

Monsieur le Ministre,
Monsieur l'Ambassadeur et Délégué permanent,
Madame la Secrétaire générale de la Commission nationale du Bahreïn pour l'UNESCO,
Mesdames et Messieurs les experts et participants,
Mesdames, Messieurs,

Je tiens avant tout à remercier très sincèrement le Gouvernement du Bahreïn, et instamment S. E. M. Mohammed J.K. Al-Ghatam, ministre de l'éducation, de leur chaleureux accueil et de leur invitation à participer à la cérémonie d'ouverture du Colloque international sur la science et la technologie. Cette importante réunion va mettre en route le processus d'élaboration d'une vision nouvelle pour le Bahreïn dont les thèmes directeurs sont au coeur des préoccupations de l'UNESCO. Je souhaite également saluer les experts internationaux et les remercier d'avoir accepté de mettre l'expérience qu'ils ont acquise à l'échelon national et régional au service de ce processus. Ces éminents spécialistes sont toujours très sollicités, et nous apprécions qu'ils aient décidé de rester parmi nous pendant toute la durée du colloque.

C'est la première fois que je viens au Bahreïn, et j'éprouve un grand plaisir à visiter ce royaume dont la longue et brillante histoire remonte au troisième millénaire avant J.C. Votre beau pays m'intéresse d'autant plus que votre gouvernement mène actuellement une politique progressive de réforme démocratique et de libéralisation sociale. J'ai été ravi de découvrir, en préparant ce voyage, les remarquables réalisations accomplies par le Bahreïn dans plusieurs domaines du développement. Je citerai quelques exemples. Le rapport des Nations Unies sur le développement classe régulièrement le Bahreïn dans le groupe des pays ayant un développement humain élevé. Le Bahreïn y figure parmi les trois premiers pays du monde où la population bénéficie automatiquement de services de santé. Le système d'éducation y est ouvert à tous les enfants et offre un excellent niveau d'équité entre filles et garçons. D'ailleurs, l'Etat de Bahreïn vient de déclarer que la société bahreïnite était entièrement alphabétisée. Dans l'édition 2001 de l'Index of Economic Freedom, le Bahreïn est neuvième sur 155 pays, talonnant de près les Etats-Unis et le Royaume-Uni qui occupent respectivement les cinquième et septième places.

Devant cette tradition d'excellence, je comprends mieux votre détermination à affecter des ressources scientifiques, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC), au développement économique et social en vue d'atteindre votre objectif national, c'est-à-dire de créer une société nouvelle fondée sur le savoir. Les obstacles ne manquent pas, Monsieur le Ministre, et les implications pour les pays en développement sont considérables, comme vous l'avez clairement indiqué dans votre discours à la Conférence internationale sur l'éducation organisée par le BIE de l'UNESCO à Genève, en septembre dernier.

Les deux documents de travail du colloque fournissent à la fois un cadre théorique et des éléments concrets appelant à donner une plus large place à la science dans l'agenda du développement national. Je suis convaincu que ces documents constitueront un bon point de départ pour nos débats.

Permettez-moi de formuler quelques remarques d'ordre général pour illustrer à quel point l'UNESCO accorde une importance et une priorité élevées au thème principal du présent colloque ; je reviendrai ensuite sur le processus national que vous êtes sur le point de mettre en route.

J'évoquerai tout d'abord la priorité que nous donnons actuellement aux sciences à l'UNESCO. La principale vision programmatique dont s'inspire notre nouvelle Stratégie à moyen terme (2002-2007) consiste à oeuvrer en faveur de la paix et du développement dans une ère de mondialisation. Nous reconnaissons que les défis découlant de la mondialisation deviennent de plus en plus complexes, et résultent souvent de percées et d'innovations scientifiques et technologiques. Pour y faire face, pour prendre des décisions et formuler des politiques, il faut en connaître parfaitement les fondements et les conséquences scientifiques. A cette fin, il faut tirer parti des apports des sciences exactes et naturelles comme des sciences sociales et humaines, et aussi savoir conjuguer ces apports de façon créative dans un climat de partenariat. L'UNESCO est particulièrement bien placée dans ce domaine pour aider et conseiller les gouvernements grâce à son expertise multidisciplinaire que les pays peuvent mettre à profit dans leur effort pour opérer, dans l'équilibre et l'équité, une transition vers des sociétés modernes du savoir.

En raison de ce qui précède, j'ai décidé, dans le cadre de la réforme des programmes de l'Organisation que j'ai entreprise, de revitaliser les activités en rapport avec la politique scientifique et technologique, et j'ai d'ailleurs créé une nouvelle division à cet effet. L'aide apportée par le biais de ce programme vise à permettre aux Etats membres du monde en développement de prendre en main leurs programmes de développement dans les domaines de la science et de la technologie.

Nos deux principaux objectifs prioritaires, à titre de suivi de la Conférence mondiale sur la science qui s'est tenue à Budapest en 1999, consistent à développer les capacités en matière de formulation de politiques et stratégies de la science et de la technologie et à promouvoir l'enseignement des sciences. Il importe d'insister sur le rôle clé que les ministres de l'éducation peuvent et doivent jouer en posant les bases d'une société fondée sur la science. La recherche et le développement représenteront la force motrice dans ce domaine. Nous accordons également une large place au renforcement des capacités humaines et institutionnelles et à la création de réseaux dans les sciences fondamentales et les sciences de l'ingénieur, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité humaine, considérée au sens large, à travers une meilleure gestion de l'environnement et du changement social. Je vous prie de noter que la gestion des ressources en eau est une priorité absolue de l'exercice en cours (2002-2003).

Ma deuxième remarque porte essentiellement sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui constituent un puissant levier de croissance économique et de développement. Dans sa perspective à moyen terme, l'action de l'UNESCO s'inscrira dans la ligne des objectifs définis par la résolution du Conseil économique et social des Nations Unies sur "le rôle des technologies de l'information et de la communication dans le cadre d'une économie mondiale fondée sur le savoir" ; elle sera également guidée par la Déclaration du Millénaire de l'Assemblée générale de l'ONU. Education, science et culture, tout comme les médias et l'information, sont au coeur de l'évolution vers une société du savoir. Etant donné que les TIC affectent tous les domaines de compétence de l'UNESCO, la stratégie de l'Organisation comprend un thème transversal consacré à la contribution des TIC au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société de la connaissance. Cette stratégie vise à améliorer les possibilités d'apprentissage en favorisant l'accès à des contenus et à des systèmes de prestation de services diversifiés, à encourager l'utilisation des TIC aux fins de l'autonomisation, de la gouvernance et de la participation sociale et à renforcer les capacités en matière de recherche scientifique, de partage de l'information et d'échanges culturels.

Nous estimons que l'impact des TIC se ressentira surtout dans le cadre des activités et des produits de l'esprit humain. L'un de nos quatre principaux axes d'action sera par conséquent de mettre les TIC au service de l'éducation ; dans ce domaine, nous avons mis au point un certain nombre de projets opérationnels qui ont attiré le soutien de donateurs. J'en citerai trois exemples dans la région arabe.

En premier lieu, le Campus virtuel AVICENNE, financé par la Commission européenne, est un réseau euro-méditerranéen d'éducation ouverte et à distance regroupant 15 universités. Avicenne est le nom sous lequel Ibn Sina (980-1037), le médecin, philosophe, mathématicien et astronome le plus célèbre de son temps était connu en Occident.

Le deuxième exemple est un projet d'apprentissage électronique destiné aux personnes aveugles, qui vise à créer un cyberspace multimédia aux fins de l'éducation spéciale, à l'aide des nouvelles technologies de l'information et des nouvelles méthodes de pédagogie scientifique pour la formation de formateurs et d'élèves à tous les niveaux d'enseignement. La principale composante de ce projet est l'introduction du concept de "classe virtuelle", notamment le système graphique de lecture d'écran en braille, en anglais, français, espagnol, arabe, hindi et ourdou. En coopération avec l'AGFUND, le concept de classe virtuelle à l'intention des personnes aveugles a été mis en oeuvre au Noor Institute for the Blind, au Qatar. En visite dans cet institut le 30 décembre 2001, j'ai assisté à une présentation de ce très intéressant projet. Ce même concept de classe virtuelle pour les malvoyants sera utilisé dans plusieurs centres d'Arabie saoudite en collaboration avec le Ministère de l'éducation et dans 22 autres pays arabes.

Le troisième exemple, fort récent, est le projet de mise en place de l'infrastructure technologique de l'Université arabe ouverte, institution d'enseignement supérieur à distance créée par S.A. R. le prince Talal Bin Abdulaziz, président de l'AGFUND. Je crois savoir que le Bahreïn accueillera un département de cette université. Nous sommes très heureux à l'UNESCO d'être l'agence chargée de l'exécution de ce passionnant projet, dans lequel il y aura un important apport de TIC. Au terme de cette entreprise, les systèmes de prestation de services de l'Université arabe ouverte comprendront une bibliothèque virtuelle, un système interactif de vidéo-conférence, des studios de production pour l'enseignement à distance et des systèmes d'apprentissage électronique.

Ma troisième remarque générale concerne le rôle de la science dans l'édification de la paix. Au sein du système des Nations Unies, l'UNESCO joue un rôle de chef de file dans la consolidation de la culture de paix et la promotion du dialogue entre les civilisations et les cultures. Parmi nos formes d'action figurent la mobilisation d'organisations non gouvernementales et d'artistes, la promotion de l'éducation et de la recherche pour la paix et l'attribution de prix UNESCO. Nous avons en outre participé à des réunions internationales telles que la Conférence internationale "Pour un Islam de paix : la rencontre Islam-Occident", qui s'est tenue en janvier 2000 et le Colloque international "Pour mieux défendre la paix, renforcer l'ONU" qui a eu lieu en janvier 2001. Plusieurs de ces réunions m'ont donné de nouvelles occasions de travailler en liaison étroite avec les Directeurs généraux de l'ISESCO et de l'ALECSO.

Je déplore profondément l'escalade de la violence et de la destruction que connaît actuellement le Moyen-Orient. Je condamne en particulier les pertes en vies humaines provoquées par l'action militaire de même que par des actes terroristes. J'ai déjà exprimé publiquement mes préoccupations à ce sujet en de nombreuses occasions. Nous sommes conscients que ce n'est pas, malheureusement, au paroxysme d'une crise que l'UNESCO peut remplir au mieux sa mission mais pendant des phases de prévention et de reconstruction. C'est la raison pour laquelle j'ai mobilisé l'ensemble de l'Organisation afin qu'elle se tienne prête à exécuter le travail de reconstruction et de réconciliation qui nous attend ; j'espère sincèrement que nous pourrons bientôt nous mettre à la tâche. Nous devons prévoir cette évolution que nous souhaitons tant et nous y préparer comme il convient.

Dès que les circonstances le permettront, l'UNESCO souhaiterait envoyer une mission intersectorielle de haut niveau, chargée d'évaluer les besoins de reconstruction dans les domaines relevant de sa compétence. Nous devons également déterminer les moyens à prévoir pour rétablir les ponts entre les sociétés civiles israélienne et palestinienne. Certes, des occasions devront être

créées, de sorte que les deux parties en présence puissent réfléchir ensemble sur un moyen d'avancer de concert et de se retrouver autour de projets communs. Nous devons avant tout créer une plate-forme de dialogue non seulement à l'intention des intellectuels, mais aussi entre les ONG, les femmes et les jeunes.

Nous devons également nous attacher à relancer deux initiatives particulières dont la réalisation a été entravée par l'aggravation de la situation : un projet de révision des manuels palestiniens et israéliens en vue de construire la paix dans l'esprit des enfants et des jeunes et un plan d'ensemble pour la sauvegarde de la vieille ville de Jérusalem. Par ailleurs, des entreprises scientifiques, telles que l'échange de connaissances scientifiques, la conduite de projets de recherche en commun, et l'éducation des jeunes scientifiques et ingénieurs sont indispensables pour créer des passerelles entre les peuples, les institutions, les sociétés et les cultures. Elles sont vitales pour promouvoir les échanges et le dialogue interculturels.

C'est pour cette raison que l'UNESCO attache une grande importance à son projet de création du Centre international pour le rayonnement synchrotron pour les sciences expérimentales et appliquées au Moyen-Orient (SESAME), à l'Université Al-Balqa' (Al-Balqa' Applied University), situé à Allaan, en Jordanie. L'élément central de SESAME sera une source de rayonnement synchrotron obtenue grâce à un don de l'Allemagne. Ce projet vise à faire progresser la recherche au Moyen-Orient, tout en favorisant une coopération pacifique entre les communautés scientifiques de la région et en facilitant le rapprochement politique dont la région a tant besoin. Je suis ravi que le Bahreïn soit devenu membre du Conseil provisoire de SESAME. Les autres pays membres sont l'Arménie, l'Autorité palestinienne, Chypre, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis, la Grèce, la République islamique d'Iran, Israël, la Jordanie, le Maroc, Oman, le Pakistan et la Turquie. Dix autres pays participent également au Conseil provisoire en qualité d'observateurs. Outre qu'il sera un excellent instrument de paix, SESAME contribuera à stopper l'exode des compétences en attirant à la fois les scientifiques basés au Moyen-Orient et ceux de la plus lointaine diaspora.

Permettez-moi de revenir à présent aux objectifs plus spécifiques de notre colloque, qui s'articulent autour de trois processus interdépendants : l'élaboration d'une politique nationale de la science et de la technologie, l'établissement d'un programme à moyen terme d'investissement dans les domaines de la science et de la technologie, et la mise au point d'une stratégie nationale des TIC en matière d'éducation au Bahreïn.

Je suis persuadé que, sur la base des résultats de la consultation des parties prenantes qui a eu lieu ce mois-ci à Manama, vous parviendrez à formuler des recommandations précises concernant l'action complémentaire à entreprendre, notamment les mécanismes institutionnels qui devraient être mis en place pour élaborer ces politiques et ces stratégies. Dans le cadre de la mise en oeuvre de sa Stratégie à moyen terme, l'UNESCO favorisera la coopération internationale concernant l'adoption de politiques de la science et de la technologie respectueuses de considérations d'ordre éthique et plaçant la science au service des besoins sociétaux. Nous avons pris note de votre désir d'avoir recours à la science et à la technologie (notamment aux TIC) pour mettre en valeur vos ressources humaines et soutenir vos efforts de diversification de l'économie nationale.

L'UNESCO se félicite de cette initiative du Royaume de Bahreïn et continuera de collaborer étroitement avec son ministère de l'éducation afin d'assurer le suivi des conclusions du présent colloque. Nous serons heureux de vous aider à formuler votre stratégie nationale et votre plan national et nous appuierons vos demandes en vue d'obtenir un financement pour vos projets de la part de différents donateurs.

L'UNESCO s'efforce de s'acquitter de son mandat international et de répondre aux demandes des différents Etats membres, mais elle attache aussi une grande importance à la coopération et à

l'intégration au niveau sous-régional, qui sont des moyens clés de régler les problèmes de la mondialisation. En faisant fond sur notre Stratégie à moyen terme et notre réseau de bureaux hors Siège, nous interrogeons un large éventail de parties prenantes pour élaborer nos stratégies régionales et sous-régionales destinées à favoriser la coopération et l'intégration à ces niveaux. Je veux espérer qu'après avoir développé la masse critique d'expertise nationale en matière de politique et de planification dans le domaine de la science et de la technologie, cette initiative modèle du Bahreïn sera étendue à l'harmonisation des politiques scientifiques et à la mise en place de réseaux et de mécanismes de coopération scientifique dans toute la région du Golfe. Un tel effort est indispensable à l'échelle de la région pour appuyer le développement d'une vision stratégique de l'industrialisation des pays islamiques/arabes, telle qu'elle a été proposée par un autre organisme du système des Nations unies, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI).

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais conclure en vous assurant que nous partageons la détermination du Royaume de Bahreïn de cueillir les fruits du progrès de la science et de la technologie et de les utiliser pour le bien-être des peuples. Il existe quelques bons exemples de réussite en ce sens dans des pays géographiquement peu étendus : Singapour et l'Islande sont deux modèles qui me viennent spontanément à l'esprit. Je suis heureux de la présence ici aujourd'hui d'experts de ces pays ainsi que de la Finlande, de la Malaisie et des Pays-Bas. Je suis persuadé que le Bahreïn parviendra à devenir un modèle pour la région du Golfe de la façon dont un petit pays peut relever les défis de la mondialisation et, de l'accélération du progrès scientifique et technique.

Je souhaite que vos délibérations soient couronnées de succès et j'attends avec intérêt vos recommandations, auxquelles l'UNESCO s'attachera à donner la suite qui convient.

Je vous remercie.